L’invasion de l’Irak n’était pas une « erreur », mais un crime

mardi 21 mars 2023

C’est aujourd’hui le 20e anniversaire de l’invasion de l’Irak. Nous ne devrions jamais oublier ni pardonner aux architectes de cette guerre diabolique.

par Ben Burgis — Jacobin (https://jacobin.com/2023/03/iraq-war-anniversary-lies-bush-crime?mc_cid=d7f02f0bea&mc_eid=93bfc84c0e)

Il y a vingt ans aujourd’hui, les troupes terrestres américaines et alliées envahissaient l’Irak. La campagne de bombardements « choc et effroi » avait commencé la veille.

Ce qui s’est passé le 20 mars 2003 n’était pas une « erreur ». Ce n’était pas bien intentionné, mais « imprudent ». Il s’agissait d’un crime calculé, prémédité et perpétré à grande échelle. Des milliers d’Américains et des centaines de milliers d’Irakiens sont morts dans une guerre fondée sur des mensonges manifestement absurdes.

Au moment où le président George W. Bush a ordonné l’invasion, j’avais passé des mois à participer à des manifestations contre la guerre et à assister à des réunions d’organisation dans des sous-sols d’église. Le 15 février 2003, le « Greater Lansing Network Against the War in Iraq » a rassemblé quatre mille personnes dans les rues de ma ville natale, défilant depuis le bâtiment des syndicats de la Michigan State University (MSU) jusqu’aux marches du capitole de l’État à Lansing. Ce n’était qu’une petite partie des plus grandes manifestations coordonnées de l’histoire de l’humanité. Entre six et dix millions de personnes se sont rassemblées dans six cents villes du monde entier pour dire « non » aux planificateurs de la guerre.

Ils n’ont pas écouté. Dans les mois et les années qui ont suivi, plus de quatre mille Américains sont rentrés chez eux dans des cercueils recouverts de drapeaux. L’un de ces cercueils contenait le corps d’un jeune avec qui j’étais au lycée. Il avait 17 ans lorsqu’il s’est engagé dans l’armée. Quatre ans de trop pour aller dans l’un des bars bondés d’étudiants de la MSU les vendredis et samedis soirs à East Lansing. Huit ans de trop pour louer une voiture. Et un an trop jeune pour pouvoir voter pour l’un des hommes politiques qui ont décidé de gâcher sa vie dans une « guerre de choix » cruelle et stupide.

Nous avions des amis en commun, mais lui et moi ne nous fréquentions pas, et je n’ai donc aucune idée des raisons qui l’ont poussé à s’engager. Mais j’imagine que les recruteurs lui ont dit les choses habituelles sur l’existence de l’armée américaine pour « défendre la liberté ». Au lieu de cela, il est mort à l’autre bout du monde en imposant une occupation amèrement ressentie par la grande majorité des Irakiens.

Les conséquences pour les Irakiens ordinaires sont bien plus importantes que les pertes de la « Coalition ». Selon une estimation publiée ce mois-ci par l’Institut Watson de l’Université Brown, depuis l’invasion, entre 550 000 et 580 000 personnes sont mortes en Irak, puis en Syrie lorsque le chaos s’y est propagé, et « plusieurs fois plus de personnes sont peut-être mortes de causes indirectes telles que des maladies évitables ». En outre, plus de sept millions de personnes ont fui les deux pays et huit autres millions sont devenues des « réfugiés internes ».

David Frum réécrit l'histoire

Dans un discours prononcé l'année précédant l'invasion, Bush a qualifié l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord d'« axe du mal ». L'idée que l'Irak de Saddam Hussein et la République islamique d'Iran, qui ont mené une guerre longue et sanglante dans les années 1980, faisaient partie d'un « axe » était déjà bizarre avant même d'y ajouter la Corée du Nord — mais c'était l'apogée de la ferveur chauvine de l'Amérique après le 11 septembre, et la rhétorique de Bush n'avait pas besoin d'être logique pour qu'une grande partie du pays acquiesce à ses propos.

L'auteur de ce discours, David Frum, aurait pu s'éclipser de la vie publique, honteux, après que les conséquences catastrophiques des guerres de Bush au Moyen-Orient soient devenues évidentes — s'il était capable de honte. Au lieu de cela, il est l'auteur d'un article publié la semaine dernière dans The Atlantic sous le titre renversant de « *The Iraq War Reconsidered* ».

Dans cet article, Frum admet que la guerre s'est mal passée et reconnaît qu'elle a peut-être été pragmatiquement « imprudente » — même s'il insiste sur le fait que les États-Unis n'ont pas agi avec une « agression non provoquée », soutient qu'il aurait peut-être été pire de laisser Hussein au pouvoir et s'insurge contre toute comparaison entre l'Irak et l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il semble surtout regretter que la débâcle en Irak ait refroidi l'enthousiasme du public pour de nouvelles guerres ailleurs :

La conviction que l'Amérique pouvait être une force pour le bien dans le monde s'est tristement et faussement estompée. Les souvenirs de l'Irak sont devenus une ressource puissante pour les extrémistes et les autoritaires qui voulaient écarter les démocraties et laisser le monde aux autocrates.

Frum affirme que l'invasion de l'Irak n'était pas une « agression non provoquée » parce que la première guerre du Golfe en 1990-91 était « clairement légitime » étant donné l'invasion du Koweït par l'Irak, et que l'Irak n'avait pas respecté les conditions du cessez-le-feu. Mais si Frum prenait cet argument au sérieux, il devrait également soutenir que si une autre puissance avait bombardé des villes américaines après, par exemple, l'invasion américaine de la Grenade ou l'invasion américaine du Panama, cela aurait été « clairement légitime » — et toute violation par les États-Unis du cessez-le-feu subséquent aurait été un motif pour le bombardement en grappe, l'invasion et l'occupation à long terme du pays tout entier.

David Frum pense-t-il vraiment cela ? Est-ce que quelqu'un pense cela ?

Une guerre basée sur des mensonges absurdes

À l'époque, Bush et ses acolytes n'ont pas dit : « Nous allons envahir l'Irak parce qu'il y a eu des violations du cessez-le-feu lors de la guerre qui s'est terminée il y a douze ans, et c'est toute la justification dont nous avons besoin ». Ils savaient que personne n'aurait accepté une telle justification. Au lieu de cela, ils ont affirmé que (a) Saddam Hussein possédait des « armes de destruction massive » et (b) que le dictateur irakien, qui avait longtemps brutalement réprimé les islamistes locaux, allait, comme par magie, décider de partager ces « ADM » avec ses ennemis mortels d'Al-Qaïda. Les responsables de l'administration Bush ont fait valoir que cette possibilité théorique de voir les ADM tomber entre les mains d'Al-Qaida était trop terrifiante pour que l'on attende de véritables preuves. Le « pistolet fumant », a tristement déclaré le vice-président Dick Cheney, pourrait être un « champignon atomique » au-dessus d'une ville américaine.

Tout cela est absurde, tout comme l'affirmation de Vladimir Poutine selon laquelle il a envahi l'Ukraine pour « démilitariser et dénazifier » ce pays. Même s'il y avait eu des raisons de croire (a), l'absurdité de (b) l'aurait rendu non pertinent.

David Frum affirme avoir été choqué par l'absence d'armes de destruction massive en Irak. Il est vrai qu'une grande partie des déclarations de l'administration Bush sur les ADM se sont révélées par la suite fondées sur des déformations délibérées. Mais même à l'époque, les preuves présentées au public étaient minces comme du papier.

Je me souviens d'une discussion à ce sujet avec le professeur de mon cours de sciences politiques en 2002. Le professeur — un démocrate assez libéral — nous a dit que l'Irak possédait des armes chimiques et biologiques et qu'il travaillait au moins sur des armes nucléaires. Lorsque je lui ai demandé comment il pouvait savoir cela, il s'est référé aux nombreuses déclarations confiantes du président. Toutes ces affirmations étaient certainement basées sur les informations que Bush recevait des agences de renseignement.

Je n'y ai pas cru. S'il existait des preuves irréfutables, pourquoi ne les communiquaient-elles pas — comme, par exemple, l'administration de John F. Kennedy a montré au monde entier les images de surveillance des sites de missiles soviétiques à Cuba en 1962 ?

Ce qui s'en rapproche le plus, c'est le secrétaire d'État Colin Powell qui a brandi une fiole d'anthrax aux Nations unies, tout en faisant des affirmations farfelues sur la menace irakienne. J'ai suivi le discours de Powell avec un groupe d'étudiants anti-guerre de mon université, et je me souviens qu'à un moment donné, il a fait part de communications irakiennes interceptées qui faisaient vaguement référence à des « camions », et Powell a affirmé, comme si c'était la seule interprétation possible, que les camions en question étaient des laboratoires mobiles d'armes chimiques. J'étais stupéfait de voir que quelqu'un, où que ce soit, prenait ce genre de choses au sérieux.

Ne jamais oublier

Ce scepticisme ne me rendait pas unique. Je le répète : nous étions six à dix millions à participer aux manifestations contre la guerre en février. Le mouvement anti-guerre mondial avait tout à fait raison — et aucun de ceux qui se trouvaient du mauvais côté en 2003 ne devrait être autorisé à l'oublier. Ni les goules sans vergogne comme David Frum, ni les politiciens des deux partis qui ont voté en faveur de la guerre parce qu'ils avaient peur de paraître faibles, ni tous les experts centristes si habiles qui ont couvert l'administration Bush sur leurs blogs ou dans les articles d'opinion du New York Times.

Aucune de ces personnes n'a commis d'erreur innocente. Ils s'associaient à des conspirateurs qui planifiaient ouvertement la destruction d'une société à l'autre bout du monde — en tuant des centaines de milliers de personnes au minimum — dans le cadre d'une guerre fondée sur des absurdités à peine cohérentes. Une guerre qui a été très bonne pour les actionnaires de Halliburton, Raytheon et Lockheed Martin et mauvaise pour presque tous les autres.

Il ne s'agit pas d'une situation de « vivre et apprendre ».

L'invasion de l'Irak n'était pas une « erreur ».

C'était un crime.

Et c'est impardonnable.